

# Pas de pouvoir pour les libéraux sans unité

Céline Hervieux-Payette demande aux « mères » de se retrousser les manches plutôt que de critiquer

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Elle est peut-être contestée, mais elle n'a pas l'intention de démissionner. La sénatrice Céline Hervieux-Payette, la lieutenant de Stéphane Dion au Québec, demande aux « mères » de se retrousser les manches plutôt que de la critiquer et de

déstabiliser encore plus le parti. En dépit des reproches, elle rappelle qu'elle a réussi à améliorer les scores électoraux du Parti libéral dans la province.

Dans une entrevue exclusive accordée au *Devoir* hier, la lieutenant de Stéphane Dion au Québec a décidé de répondre à ses adversaires qui la critiquent en coulisses depuis sa nomination il y a moins d'un an.

Une rencontre du Conseil de direction du PLC doit avoir lieu lundi et compte blâmer la sénatrice. Céline Hervieux-Payette annonce qu'elle reste en poste tant que le chef n'en décidera pas autrement.

*« J'ai le poste, je n'ai pas l'intention de démissionner. Tous ceux qui me connaissent savent que le mot démission n'existe pas dans mon vocabulaire. »*

Le personnage, réputé pour son caractère cassant et abrasif, a détourné certains organisateurs qui ont préféré rester chez eux ou participer à la campagne de leur candidat local plutôt que d'aller donner un coup de main à la campagne nationale du PLC pendant les

VOIR PAGE A 12: LIBÉRAUX

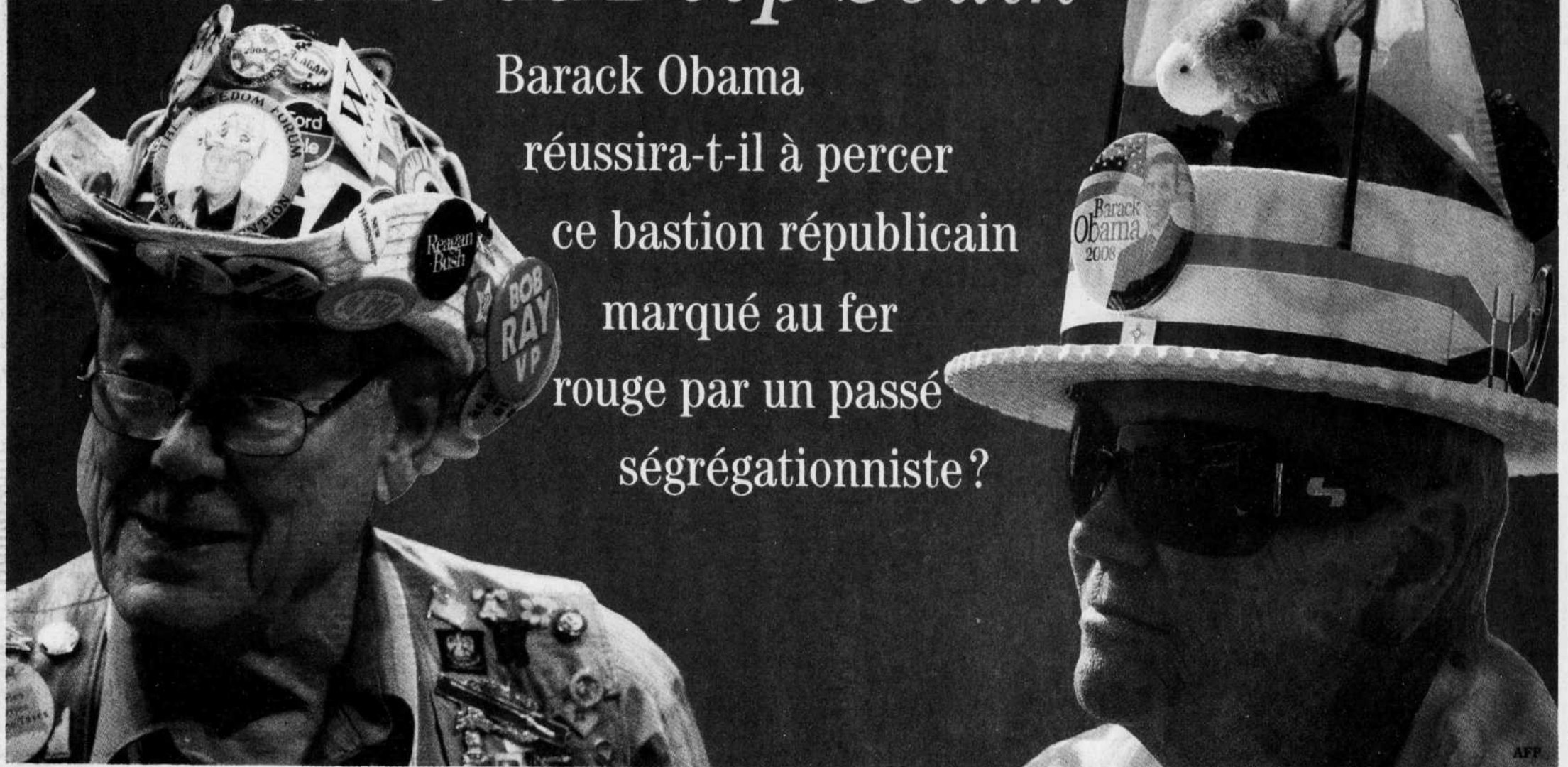
www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 243 LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 OCTOBRE 2008 2,44\$ + TAXES = 2,75\$

## La bataille du Deep South

Barack Obama réussira-t-il à percer ce bastion républicain marqué au fer rouge par un passé ségrégationniste?



GUY TAILLEFER

Memphis, Tennessee — Dimanche matin, à la First Unitarian Church of Memphis, une belle église dont la façade toute en fenêtres donne pour la plus grande paix intérieure de ses fidèles, blancs pour la plupart, sur les eaux tranquilles du fleuve Mississippi. « Tous les Blancs du Sud ne sont pas des rednecks, vous savez », fait poliment remarquer Daney Kepple.

Dans le parking de l'église, ô surprise, les autocollants sur les pare-chocs, y compris celui d'une belle Jaguar, n'affichent pas la tête de « pitbull » Sarah Palin,

mais préchent pour le ticket Obama-Biden. Votre position sur l'avortement? « Je suis pro-choix, dit la dame, comme probablement la majorité de nos 500 membres. » Autre surprise: le point de vue est éminemment minoritaire dans la constellation des églises protestantes américaines, dominées en décibels par le militantisme « bryant » — le mot est de Mme Kepple — des évangélistes qui ont élu George W. Bush.

Le pasteur qui prononce l'homélie ce jour-là est Brooks Ramsey, mis à la porte de la Southern Baptist Convention (SBC) dans les années 80, alors qu'il vivait à Dallas, pour ses positions trop libérales. Son sermon est tout sauf idéologique: allusions nombreuses

à la crise économique, éloge de ce monument de dignité humaine qu'est Nelson Mandela. Au demeurant, il est facile d'être trop ouvert d'esprit aux yeux des fondamentalistes de la SBC, la principale congrégation protestante aux États-Unis avec ses 16 millions d'adhérents: il a fallu attendre avril 1995 pour qu'elle renonce officiellement à utiliser la bible pour justifier l'esclavage, pourtant aboli depuis 1862, et le suprémacisme. « Tout baigne dans le religieux ici, tout tourne autour de l'église », affirme le très laïque Québécois Philippe Paré, qui travaille comme chercheur depuis bientôt cinq ans chez Medtronic, une entreprise de Memphis spécialisée en haute technologie médicale.

Il y a quelques Africains-Américains dans l'église de la Unitarian — et cette présence, si clairsemée soit-elle, est l'exception qui confirme la règle dans ce Sud américain qui pense encore silencieusement les plaies de la ségrégation. « L'heure la plus ségrégée dans l'Amérique chrétienne est de 11 heures à midi le dimanche matin », déclarait le révérend Martin Luther King il y a 45 ans, pour déplorer que Noirs et Blancs ne se réunissent pas dans les mêmes églises. Cette séparation existe toujours, opine le politologue Doug Imig, de l'Université de Memphis. Mais elle ne dit pas

VOIR PAGE A 12: BATAILLE

■ Que Dieu bénisse ce qu'il reste de l'Amérique ■ Pour qui aurait voté William Faulkner? ■ McCain compte sur le sprint final ■ La chronique de Luc Lavoie: La bataille de l'Ohio ■ Démêler les sondages, passe-temps des Américains > pages A 10, A 11 et B 8



AGENCE FRANCE-PRESSE

CRISE FINANCIÈRE

## Wall Street limite les dégâts

Les parquets nord-américains échappent à la panique qui a touché l'Asie et l'Europe

■ À lire en page B 1

INDEX

Actualités..... A 3	Idées..... C 5
Annonces..... B 10	Monde..... B 8
Avis publics..... B 7	Mots croisés..... D 4
Bourse..... B 4	Météo..... B 10
Carrières..... B 6	Perspectives..... C 1
Décès..... B 10	Rencontres..... D 2
Économie..... B 1	Sports..... B 11
Éditorial..... C 4	Sudoku..... B 7

## Un starchitecte pour le 2.22

« Je sens que Montréal est peut-être mûre pour s'activer à nouveau avec une certaine ambition », estime le célèbre Paul Andreu

STÉPHANE BAILLARGEON

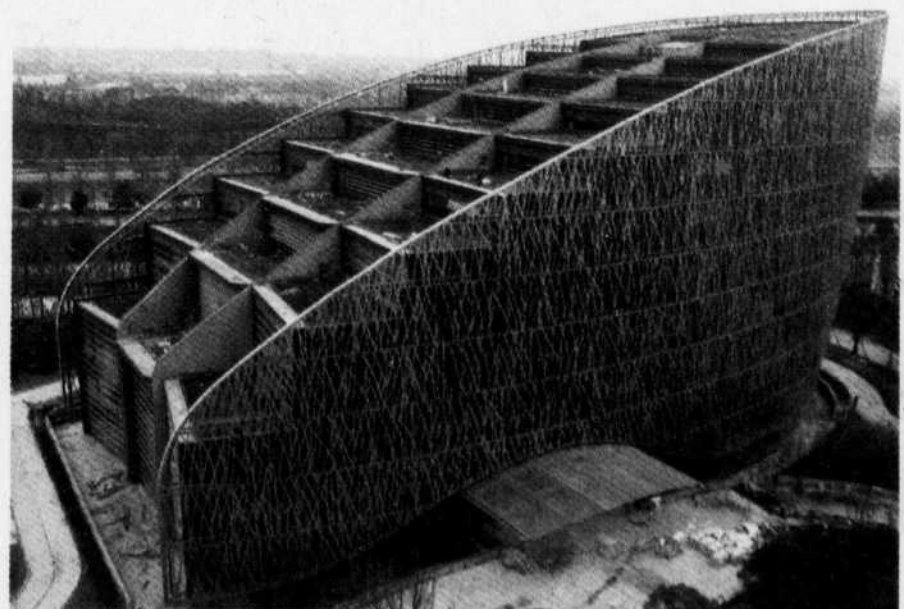
Aux audacieux, la fortune... et quelques dépenses, aussi. Au printemps dernier, Christian Yaccarini, qui dirige la Société de développement Angus (SDA), a « osé écrire » un courriel à Paul Andreu pour lui proposer « tout humblement » de concevoir son « tout petit projet » d'une quinzaine de millions de dollars, le 2.22, le carrefour des deux Mains, dont le financement final a été annoncé hier matin à Montréal.

Paul Andreu! Un starchitecte européen de la haute classe des Jean Nouvel, Herzog & Meuron, Norman Foster, Christian de Portzamparc et autres Zahha Hadid. Le papa des aéroports Orly, Roissy-Charles de Gaulle,

Kansai (Japon) et Sanya (Chine). Le concepteur du terminal français du tunnel sous la Manche et de l'Arche de la Défense, à Paris. L'architecte du tout récent et très sublime Grand théâtre national de Pékin, un œuf de verre et de titane de quelques centaines de millions de dollars déposé sur un lac artificiel, tout près de la Cité interdite. Paul Andreu, donc, qui a dit oui, pourquoi pas, presque immédiatement, pour ce « tout petit projet ».

« Il n'y a pas de grands et de petits projets, il n'y en a que des bons et des mauvais », corrige l'affable nouveau septuagénaire (il est né en juillet 1938), rencontré en exclusivité par *Le Devoir* il y a quelques semaines. « Ça se sent

VOIR PAGE A 12: STARCHITECTE



PAUL ANDREU

Le Technology and Science Enterprise Center à Chengdu, en Chine

## CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ADQ Dumont propose de rouvrir la Constitution

Le chef adéquistes mise sur la question nationale, même si la crise économique préoccupe davantage

■ À lire en page A 3

www.editionsfides.com

Les combats d'un homme d'engagement

PAUL MARTIN  
Contre vents et marées  
Mémoires  
29,95\$ - 600 pages

PAUL MARTIN  
Contre vents et marées  
Mémoires  
29,95\$ - 600 pages

FIDES F

# De source sûre

## Toutes les eaux ne sont pas identiques.

Certains veulent vous faire croire que l'eau de source et l'eau du robinet sont pareilles. Pourtant, il y a une différence fondamentale entre une eau de source naturelle comme Naya, provenant d'une nappe souterraine et naturellement potable à la source, et une eau d'aqueduc, non potable à l'origine et qui doit être traitée chimiquement pour être rendue potable.

La source Naya est située à Mirabel, au pied des Laurentides, et est préservée par des couches géologiques déposées il y a des millions d'années. L'eau de source naturelle Naya est microbiologiquement saine et dépourvue de toute pollution d'origine humaine. Elle ne contient ni impuretés, ni contaminants.

Pour assurer à tout moment sa pureté, nous effectuons quotidiennement des tests sur l'eau de la source dans notre laboratoire et une fois par semaine dans un laboratoire externe certifié. De plus, les mêmes tests sont effectués pendant l'embouteillage toutes les quatre heures.

L'eau Naya est un cadeau de la nature. Elle est embouteillée à la source et nous faisons tous les efforts nécessaires pour protéger cette source unique et lui conserver ses propriétés, depuis le moment où elle est captée jusqu'à sa consommation.



[www.naya.com](http://www.naya.com)

# POLITIQUE

Dégustation des produits de l'Abbaye  
 91.3 fm Montréal  
 Vendredi, 31 octobre 18h00  
 514-382-3913

## Duceppe et Layton vont s'allier pour améliorer le régime d'assurance-emploi

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Les chefs du Bloc Québécois et du Nouveau Parti démocratique, Gilles Duceppe et Jack Layton, ont fait hier le plaidoyer de la «non-partisanerie», notamment lorsqu'il sera temps de bonifier le régime d'assurance-emploi.

«Nous parlons d'alliances ponctuelles sur des projets de loi, d'où qu'ils proviennent», a dit Gilles Duceppe.

Gilles Duceppe et Jack Layton, qui étaient réunis à la même table d'un dîner-bénéfice organisé au profit du Comité chômage de Montréal, un organisme de défense des droits des chômeurs, ont jugé nettement insuffisantes les mesures annoncées par le ministre des Finances, Jim Flaherty, pour dynamiser l'économie canadienne.

«On espère que même les conservateurs vont écouter les cris de douleur des familles qui souffrent à cause du chômage», a affirmé Jack Layton. «On a besoin d'action pour protéger les gens qui perdent leur emploi. [...] On est prêts à travailler avec les autres partis.»

Le chef néo-démocrate a appelé le premier ministre Stephen Harper à se soucier davantage de «l'économie réelle». «Aider les banques, c'est une chose, mais ce n'est pas tout ce qu'on doit faire. M. Flaherty ne comprend pas ça», a-t-il dit.

Jack Layton a proposé notamment de limiter les taux d'intérêt sur les soldes impayés des cartes de crédit.

«Les principales victimes ne sont pas les dirigeants des grandes entreprises qui reçoivent même des bonus quand ils font des déficits, il faut le faire. Les premières victimes, ce sont les travailleurs et les travailleuses. [...] C'est indécent», a ajouté Gilles Duceppe. Malgré le constat qu'il fait à propos des salaires des hommes et des femmes à la tête des grandes entreprises, M. Duceppe voit difficilement comment l'État pourrait les réglementer.

Les chefs bloquiste et néo-démocrate ont promis d'étudier la proposition mise en avant par le Comité chômage de Montréal

d'abolir le délai de carence de deux semaines, afin de permettre aux chômeurs de bénéficier de leurs prestations d'assurance-chômage dès le moment où ils perdent leur travail.

Le Comité chômage a aussi suggéré d'éliminer la paie de vacances du calcul des revenus lors d'une mise à pied et de permettre aux bénéficiaires de l'assurance-chômage de gagner des revenus allant jusqu'à 40 % de leur prestation.

Le chef bloquiste a qualifié ces deux mesures d'intéressantes mais doute de leur adoption par la Chambre des communes, puisqu'elles pourraient requérir la sanction royale, ce qui compliquerait considérablement la procédure parlementaire.

Gilles Duceppe a répété hier que les conservateurs «doivent tenir compte qu'il y a tout de même 63 % de la population qui a voté contre eux».

A quelques semaines de la reprise des travaux à la Chambre des communes, Gilles Duceppe — qui siège à Ottawa depuis 1990, et depuis 1997 comme chef du Bloc Québécois — a assuré hier être encore habité par le feu sacré. «Comme dirait Bernard Derome, la passion grandit avec l'usage», a lancé M. Duceppe.

M. Layton s'est pour sa part targué d'avoir dirigé un parti qui a recueilli «dix fois plus de votes au Québec» qu'il y a huit ans, alors que le NPD était sous la gouverne d'Alexa McDonough. «On a augmenté notre appui dramatiquement [au Québec]. 500 000 citoyens ont voté pour le NPD, c'est un record», a-t-il dit.

Jack Layton n'a néanmoins pas caché sa frustration d'avoir recueilli, à l'échelle nationale, près du double des voix des troupes de Gilles Duceppe mais de n'avoir réussi qu'à élire 37 candidats, comparativement à 49 pour le Bloc Québécois. «C'est à cause de notre système de représentation. C'est un système totalement bizarre. [...] C'est pourquoi on a proposé la refonte de notre système électoral.»

Le Devoir



Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont.

Conseil général de l'Action démocratique du Québec

## Mario Dumont propose de rouvrir la Constitution

### Le chef adéquiste mise sur la question nationale, même si la crise économique préoccupe davantage les citoyens

RÉMI NADEAU

Québec — En pleine tourmente économique, l'Action démocratique du Québec mise toujours sur la réouverture de la Constitution.

A la veille du conseil général du parti qui se tiendra à Drummondville, sous le thème de l'autonomie, le chef Mario Dumont a affirmé vendredi que la question nationale n'était pas réglée et qu'il fallait s'y attaquer.

«On doit avoir la lucidité et le courage d'avancer vers des solutions, et nous on a là-dedans un programme important pour le Québec», a-t-il précisé en conférence de presse à Québec, lors du dévoilement du cahier de propositions qui servira de base aux discussions des membres.

Même s'il reconnaît que la situation économique précaire constitue actuellement la priorité des Québécois, il répète qu'un gouvernement adéquiste enclencherait un processus de négociations afin que le Québec puisse réintégrer la Constitution canadienne.

Le président de la commission politique de l'ADQ, Stéphane Le Bouyonnet, a même lié le résultat du récent scrutin fédéral à la question nationale.

«On a remarqué que les Québécois ont réélu une vaste cohorte de députés bloquistes, et c'est certainement parce que quelque part, ils n'ont toujours pas digéré ce qui s'est passé dans la foulée du rapatriement de la Constitution», a-t-il analysé.

M. Le Bouyonnet estime que le temps est venu de presser le pas.

«Tout ce qu'on sait, c'est que ce

Le chef de l'opposition officielle réplique que c'est parce que le précédent conseil général du parti portait uniquement sur l'économie.

Même si l'ADQ a choisi de ne pas chambarder l'horaire de sa fin de semaine malgré les vives inquiétudes de la population face à l'effondrement des marchés boursiers, Mario Dumont a de nouveau reproché au premier ministre Jean Charest de ne pas présenter de plan pour y faire face.

«C'est là que les gens attendent des actions de leur gouvernement et une collaboration des partis d'opposition», a-t-il dit, accusant M. Charest de ne pas avoir formulé une seule phrase valable sur l'économie au cours de la première semaine de travaux parlementaires à Québec.

M. Dumont a précisé que l'opposition officielle présenterait pour sa part des suggestions de mesures à appliquer lorsque la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, aura déposé la mise à jour économique de l'État.

Leadership

Le conseil général de l'ADQ se déroulera quelques jours après que deux députés aient claqué la porte du parti en critiquant sévèrement Mario Dumont, pour se joindre au Parti libéral du Québec.

Le chef, qui cherchait encore à minimiser l'impact de ces départs hier, a refusé de spéculer sur des scénarios de défections supplémentaires.

«Jeudi, j'ai senti très fortement un caucus uni, pas juste sur le plan humain, mais uni derrière des convictions», a-t-il insisté.

Loin de craindre que le geste de Pierre Michel Auger et d'André Riedl affecte le moral des troupes, M. Dumont a dit prévoir la meilleure participation de l'histoire de l'ADQ pour un conseil général, ce qui fera en sorte «que les députés vont se sentir appuyés».

Le président de la commission politique a ajouté que Mario Dumont avait les coudées franches au parti, malgré les critiques assassines formulées publiquement par les députés Auger et Riedl.

«De toute façon, il n'y a pas de contestation du leadership de Mario Dumont à l'intérieur du parti», a conclu M. Le Bouyonnet.

La Presse canadienne



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le chef du NPD, Jack Layton, et celui du Bloc, Gilles Duceppe.

**TABLE RONDE**  
 Organisée par la Chaire de recherche sur les conflits socio-territoriaux et la gouvernance locale - CRC-CSGL et la Chaire de recherche sur l'immigration, l'éthnicité et le citoyenneté - CRIEC

Salle Alfred-Laliberté  
 Université du Québec à Montréal  
 Jeudi, le 30 octobre à 19h00

Pavillon Jasby-Jasmin JM-400  
 accessible par la station de métro BERRI-UQAM

Présentation  
 Catherine Trudelle  
 Chaire de recherche sur les conflits socio-territoriaux et la gouvernance locale - CRC-CSGL

Animation  
 Micheline Labelle  
 Chaire de recherche sur l'immigration, l'éthnicité et le citoyenneté - CRIEC

Intervenants  
 Jean-Claude Icart  
 CRIEC  
 Patrice Rodriguez  
 Fondé d'Eskaïla  
 Jean-Pierre Beauchamp  
 Vice-Maire Nord en santé  
 Ketty Lapierre  
 Trois Parents

Rapporteur et rapporteuse  
 Frank Remiggi  
 Département de géographie, UQAM  
 Myrlande Pierre  
 Chaire de recherche

Plus d'infos sur le site  
 514-382-3913

Source: Le Devoir de Montréal, 25 octobre 2008.  
 http://photo.ledoit.com/contenu/2008/10/25/

**Une crise annoncée**  
**Montréal-Nord,**  
**du conflit urbain**  
**à l'humanisation**  
**du quartier?**

**INSTALLATION GRATUITE**  
 OU  
**\*50% DE RABAIS**

**\*BOIS ou P.V.C. sur mesure**  
 • Stores horizontaux  
 • Stores verticaux  
 • Opaque ou solaire  
 • Toiles à rouleau  
 • Stores romains  
 • Panneaux coulissants

**L'Artisan du Store**  
 Fabriqués au Québec

Décoration  
**CLAUDE BOUCHARD**

**SERVICE À DOMICILE**  
 Québec  
**418 654-8677**  
 Montréal  
**514 231-8677**  
 2362, Beaubien E. Mtl

**L'art culinaire en haute mer!**

**Croisière Caraïbes Occidentales - MSC Orchestra**  
 ACCOMPAGNÉE PAR SCEUR ANGÈLE ET JÉRÔME FERRER  
 ET PARTICIPEZ À DES COURS DE CUISINE DONNÉS PAR NOS DEUX CHEFS!

**Du 23 au 31 janvier 2009**

- vols vers Fort Lauderdale avec Westjet
- 1 nuit à l'hôtel Marriot North à Ft. Lauderdale
- croisière de 7 nuits

à partir de  
**1 959\$\***

**Voyages Marco Polo**

Tél.: 514-374-5007 ou 1 877 374-5007  
 www.voyagesmarcopolo.com

**Tout à 30% de rabais**

Si ceci ressemble à un test de maths, visitez [mathcourantes.ca](http://mathcourantes.ca) ou appelez le 1 800 303-1004.

La solution par les maths

**ABC CANADA**  
 Librairie Française pour Télédiffusion

**Sophie Downs M.Ps.**  
 Membre O.P.Q., R.C.P.O.S.S. et A.M.E.Q.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples  
 20 ans d'expérience  
 Vieux-Montréal

**J'essaie de vous éviter un procès**

**François Gendron**  
 avocat  
 LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

par **HAMEL et MÉTHÉ**  
**CHARLES GILL**  
 Nouvelle correspondance  
 Réunie, classée et annotée d'après les originaux

Découvrez ce peintre et poète haut en couleur qui, par ses confidences, se livre.

480 pages - 30 \$  
 ISBN 978-2-7601-7043-8

**GUERIN, littérature**  
 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies  
 La tarification est indiquée sous réserve de modification.

## LES ACTUALITÉS

Colloque sur la responsabilité sociale des entreprises et l'environnement

## André Boisclair souhaite un débat de société

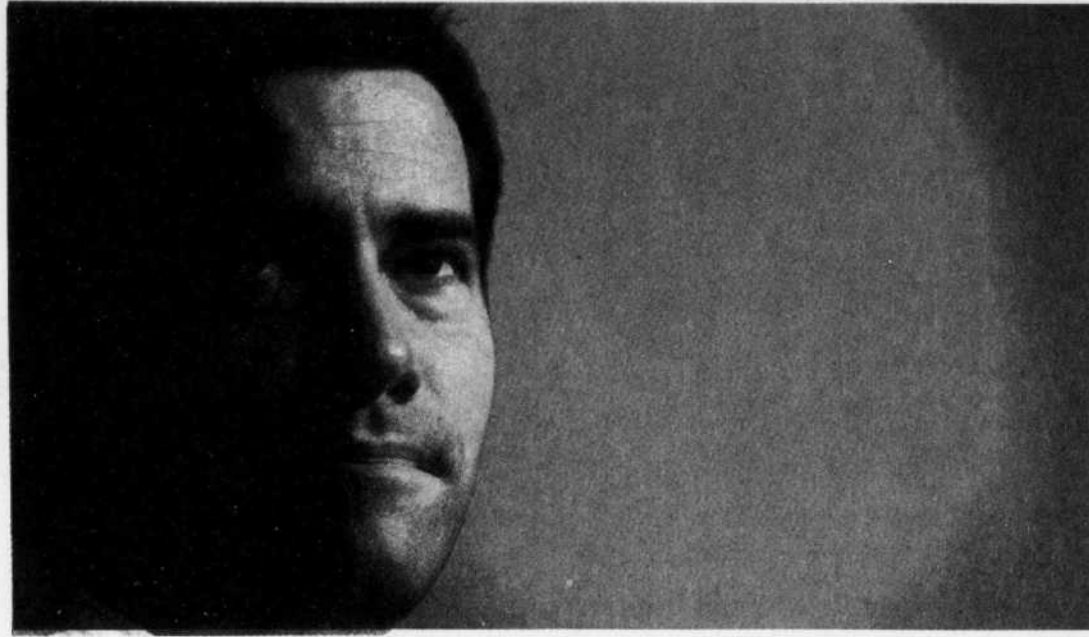
L'ancien ministre croit qu'il faut rajeunir la Loi sur la qualité de l'environnement

FABIEN DEGLISE

Plus de 20 ans après son adoption, la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) gagnerait désormais à être modernisée par Québec afin de lui permettre de mieux faire face aux nouveaux besoins en matière de protection de l'environnement. C'est du moins ce qu'estime André Boisclair, l'ancien ministre de l'Environnement, aujourd'hui consultant indépendant en responsabilité d'entreprise et développement durable.

Selon l'ancien chef du Parti québécois (PQ), le Québec a su «innover il y a 20 ans en adoptant cette loi mais aussi en mettant en place le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)», a-t-il indiqué au Devoir. «Le BAPE est d'ailleurs une grande réussite. Mais la loi, avec toutes ses vertus, elle, n'a pas été revue depuis longtemps. Et il serait temps d'y penser», poursuit l'ex-politicien qui va prendre part la semaine prochaine à un grand colloque organisé à l'Université de Montréal par le Centre de recherche en droit public (CRDP) sur le thème «La responsabilité sociale des entreprises et l'environnement».

André Boisclair estime qu'un débat est nécessaire sur la refonte de la LQE pour mieux l'inscrire dans l'air du temps. «Actuellement, face à l'environnement, nous sommes face à des groupes qui craignent la déréglementation et d'autres qui s'inquiètent de voir trop



André Boisclair

de réglementations, poursuit-il. Dans ce contexte, tout le monde se regarde sans vouloir avancer. Et c'est dommage. Il est donc temps de se montrer audacieux, et un débat va servir à ça.»

En réfléchissant sur les ajustements souhaités, le nouveau consultant, qui dit travailler aujourd'hui «pour des clients privilégiés» à Montréal, Toronto et Calgary, mentionne que Québec devrait par exemple «encourager les entreprises

à l'utilisation des meilleures technologies pour réduire les rejets [de contaminants] dans l'eau, l'air et le sol et favoriser ainsi un plus grand respect de l'environnement». L'évaluation «de la capacité d'un [environnement donné] à accueillir un projet [de développement]» pourrait également être renforcé.

M. Boisclair croit que la crise économique actuelle risque d'ailleurs d'être un atout de taille, dans une refonte de la LQE, mais

également dans l'adoption de mesures plus vertes par les entreprises. «La refonte du capitalisme, souhaitée par certains, va peut-être donner de bonnes occasions à des entreprises qui voudraient prendre un virage vert plus significatif», dit-il. Le contexte actuel va accentuer les questionnements sur la gouvernance et la gestion des risques. Les investisseurs vont aussi avoir des demandes de plus en plus sophistiquées en matière de réduction des

coûts, par exemple, un secteur où l'environnement peut désormais être mis à profit.

«Le respect de l'environnement a longtemps été vu comme une dépense», poursuit le consultant, qui avoue avoir tourné définitivement la page de la vie politique. «Mais, quand on associe ça à l'efficacité énergétique ou à la réduction des emballages, par exemple, cela peut devenir un investissement.»

Conjuguer développement économique et écologie, l'idée risque de faire du chemin au cœur des réflexions proposées par la CRDP. En vrac, il doit y être question de la gestion des risques environnementaux par les institutions financières, des programmes de responsabilités sociales dans les entreprises, de la consommation éthique, des poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP). Entre autres.

«Le débat sur tous ces sujets est nécessaire», résume Karim Benyekhlef, directeur du Centre de recherche. Aujourd'hui, la société civile et le marché sont de moins en moins inscrits dans une logique d'opposition systématique. Ils participent même à l'élaboration des mécanismes de protection de l'environnement ensemble», dans des instances internationales, des forums de discussion et, dans le cadre de ce colloque qui prend son envol lundi matin à Montréal. Pour deux jours.

Le Devoir

La Romaine

## Les groupes écologistes songent à boycotter le BAPE

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Plusieurs groupes écologistes importants du Québec vont se consulter au cours de la fin de semaine pour déterminer s'ils vont boycotter la consultation que tiendra à compter de lundi le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) sur le complexe hydro-électrique projeté par Hydro-Québec sur la rivière Romaine.

Un tel boycottage constituerait une première depuis 28 ans qu'existe le BAPE, et cela consacrerait une baisse de crédibilité de cet organisme, sinon une rupture politique majeure, qui couve depuis deux ans et qui s'est aggravé avec les dernières grandes audiences comme celle de Rabaska.

«Si ça continue comme ça, confiait au Devoir un des leaders environnementaux au cœur des pourparlers de la fin de semaine, on va laisser les Chambres de commerce coucher en public avec le BAPE et Hydro-Québec. On ne va pas leur donner de caution. S'ils veulent à tout prix faire des projets de m..., ils pourront les faire au vu et au su de tout le monde, sans ambiguïté. Nous, on va faire la bataille ailleurs.»

Plusieurs des grands groupes qui songeaient en effet à participer à cette audience sont depuis des mois convaincus que le BAPE et ses commissaires, d'entrée de jeu, penchent comme des tours de Pise du côté du pouvoir et du promoteur. Ils sont convaincus, en ce début d'audience, que l'hypothèse d'un rejet de ce projet n'a pas le même poids que l'hypothèse de le réaliser, contrairement à l'éthique de neutralité qui devrait prévaloir et se traduire par un réel exercice critique.

Mais plusieurs autres problèmes concrets ont vicié davantage le processus. Ainsi, la commission responsable du projet a décidé de ne siéger qu'à Havre-Saint-Pierre, alors que de nombreux intervenants se retrouvent dans le sud du Québec. Jusqu'ici, plusieurs commissions d'évaluation environnementales ont pourtant tenu des audiences au nord comme au sud pour des projets hydro-électriques en régions nordiques. Même s'il s'agissait de projets régis par la Convention de la Baie-James, un projet comme celui de la Romaine s'y apparente, selon les groupes qui rejettent l'approche du BAPE, lequel regarde aujourd'hui les projets relevant de sa compétence comme des projets «locaux» qu'on ne peut traiter que sur place.

Les groupes environnementaux de Québec et Montréal, qui n'ont pas les moyens de passer deux semaines à Havre-Saint-Pierre, estiment pour leur part avoir autant leur mot à dire sur les ressources nordiques que les populations locales puisque ces cours d'eau font partie du patrimoine collectif, expliquait un militant de Nature-Québec.

Les écologistes québécois sont furioux de la décision du BAPE de s'en tenir à une retransmission audio sur Internet des audiences. «Personne ne pourra ainsi suivre les explications sur un document que quelqu'un commentera pendant les audiences. Il n'y a aucune raison pour que les gens du sud du Québec aient accès à une information tronquée», expliquait un membre de la Fondation Rivières.

Le Devoir a obtenu copie d'une lettre qu'adressait John Burcombe, du groupe Au Courant, la semaine dernière au président de l'audience, le commissaire Michel Germain, pour lui rappeler qu'il y a 15 ans ce dernier siégeait à la commission d'évaluation du projet Sainte-Marguerite 3 (SM-3).

A cette époque, écrit John Burcombe, «la première partie de l'audience était télédiffusée en direct, notamment sur la Côte-Nord, à Québec et à Montréal. En même temps, la population avait la possibilité de poser des questions à la commission par téléphone, sans frais.»

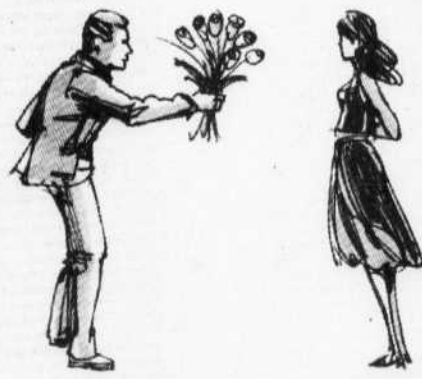
Maintenant, ajoute John Burcombe, le BAPE se dit incapable d'en faire autant pour un projet deux fois plus important en puissance et doté de quatre barrages, alors que les technologies de l'information ont fait des pas de géant depuis cette époque. Quinze ans plus tard, le BAPE, dit-il, offre au public un service «effectivement moindre que celui offert en 1993!»

M. Burcombe aurait pu ajouter qu'une décennie auparavant le BAPE offrait déjà une retransmission provinciale des audiences sur la tordeuse de bourgeons d'épinettes.

Le Devoir

POUR ÉPARGNER, VOUS ÊTES À LA BONNE PLACE.  
LE NOM LE DIT :

# ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC



CONTINUEZ LA BELLE VIE

Découvrez nos produits d'épargne et de retraite :

- Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations à escompte
- Obligations Sécuri+ • Obligations boursières • Obligations d'épargne
- Épargne Flexi-Plus • Plan Épargne Périodique par prélèvements

BONI  
DE  
1%la première année  
pour les nouveaux  
fonds REER

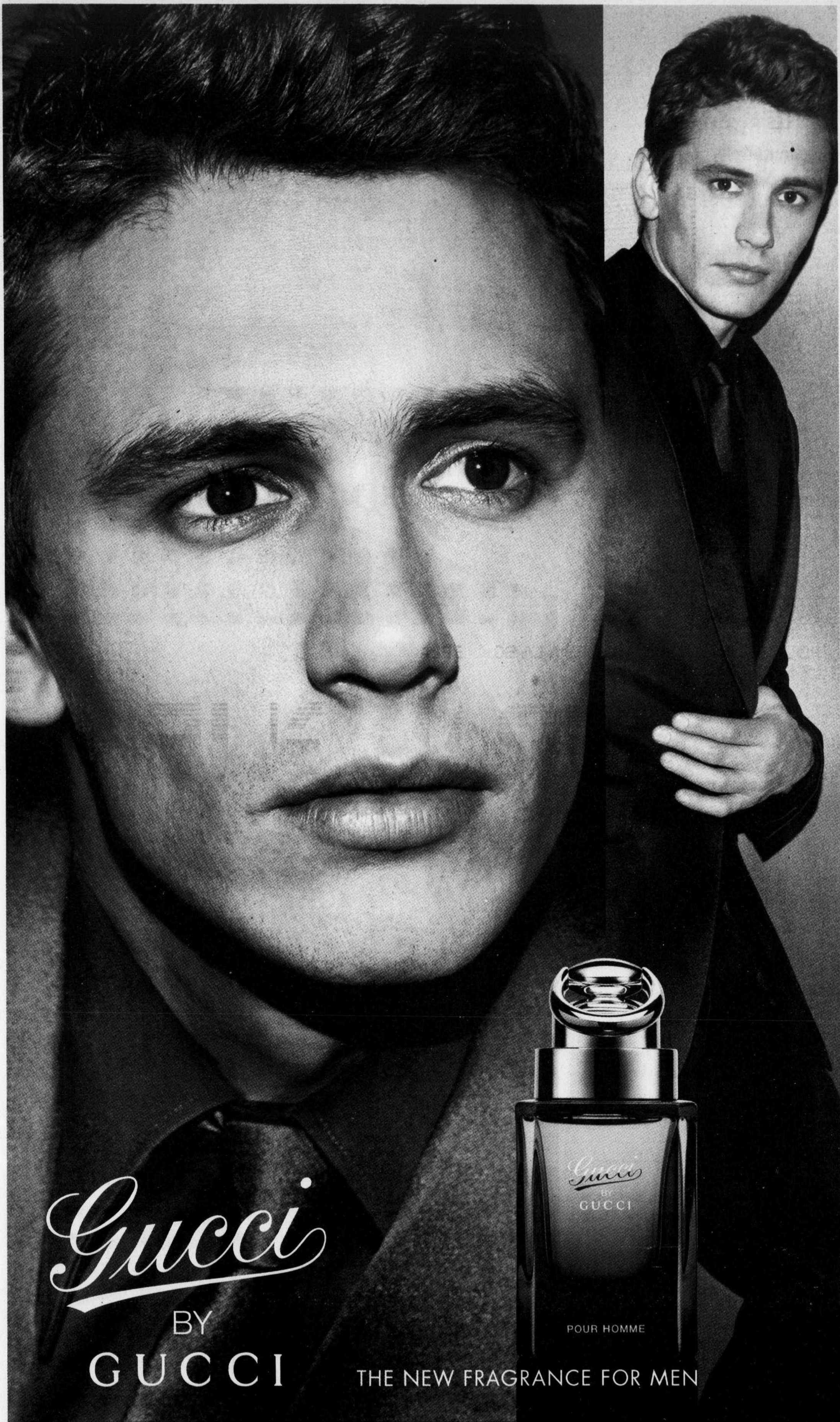
- + Capital garanti à 100% par le gouvernement du Québec.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

ÉPARGNE  
PLACEMENTS  
QUÉBEC

VOS  
ÉCONOMIES  
GARANTIES  
À 100%

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne  
Placements  
Québec



*Gucci*  
BY  
GUCCI

THE NEW FRAGRANCE FOR MEN

la Saie

## LES ACTUALITÉS

Recomptage judiciaire

## Les libéraux reprennent Brossard aux bloquistes

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Et un de plus! Triste consolation pour le chef libéral Stéphane Dion, mais son parti a finalement remporté un siège de plus au Québec.

Au terme d'un dépouillement judiciaire, le candidat libéral Alexandre Mendes a finalement délogé le député bloquiste sortant Marcel Lussier dans la circonscription de Brossard-La Prairie, sur la Rive-Sud de Montréal. Le PLC a gagné par seulement 69 voix, 19 103 contre 19 034. Un recomptage avait eu lieu parce qu'il n'y avait qu'un écart de 102 voix entre les deux candidats.

Cette nouvelle sera un léger baume pour le Parti libéral. Il aura ainsi pu remporter deux sièges de plus au Québec que ce qu'il détenait déjà avant les élections. Au lancement de la campagne, les li-

béraux avaient 11 sièges au Québec, mais leur château fort de Westmount était vacant à la suite du départ de Lucienne Robillard. Au terme de la campagne électorale, ils en ont donc 14.

Le Parti libéral a battu le Parti conservateur pour la seconde place au Québec, tant pour les suffrages exprimés (23,7 % pour les libéraux contre 21,7 % pour les conservateurs) que pour les circonscriptions ravies. La formation de Stephen Harper en a conservé 10.

Quatre autres dépouillements judiciaires sont en cours: deux en Ontario et deux en Colombie-Britannique. Dans trois des quatre cas, les libéraux l'ont emporté de justesse devant l'adversaire conservateur. Dans le quatrième cas, c'est l'inverse qui est arrivé.

Le Devoir

Enseignement religieux ou éthique et culture religieuse

## Les Québécois seraient favorables au libre choix

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Plus des deux tiers des Québécois sont favorables à l'idée de laisser les parents choisir entre l'enseignement religieux confessionnel et le tout nouveau cours d'éthique et de culture religieuse.

C'est du moins ce qui ressort d'un sondage réalisé par la firme Léger Marketing pour le compte de l'Association des parents catholiques du Québec. À la question «Seriez-vous en accord avec le fait que les parents aient le choix entre l'enseignement religieux confessionnel et le cours d'éthique et de culture religieuse?», 69 % des 1076 répondants et 72 % des parents ont répondu «oui».

Le porte-parole de la Coalition pour la liberté en éducation (CLE), qui organisait la semaine dernière une manifestation pour contester le caractère obligatoire du cours d'éthique et de culture religieuse au primaire et au secondaire, se réjouit d'un tel coup de sonde. «Quand les parents apprennent qu'ils perdent un droit de regard sur l'éducation de leurs enfants, qu'ils ne peuvent plus choisir l'enseignement reli-

gieux ou moral, cela les met hors d'eux. C'est là que les adhésions montent rapidement», observe le porte-parole de la CLE, Richard Décarie.

Faisant écho aux récents propos tenus par Mgr Ouellet dans une revue italienne, M. Décarie dénonce l'obligation de suivre un cours qui traite des grandes religions: «Le Québec est en train de créer un précédent à l'échelle de la planète sur la liberté de choix.»

Des parents ont d'ailleurs déposé une requête devant les tribunaux pour contester le caractère obligatoire du nouveau cours. Le tribunal de Drummondville devrait définir un calendrier pour la tenue des audiences sur la requête le 6 novembre prochain.

À la mi-septembre, un autre sondage, également réalisé par la firme Léger Marketing, avait montré que 52 % des Québécois jugeaient préférable que les enfants suivent le nouveau cours d'éthique et de culture religieuse, contre seulement 16 % qui favorisaient l'enseignement religieux confessionnel. Quelque 29 % auraient cependant préféré que l'enseignement de la religion soit totalement absent de l'école.

Le Devoir

## OSM: l'opposition s'inquiète du gonflement de la facture

KATHLEEN LÉVESQUE

L'Action démocratique et le Parti québécois constatent un certain relâchement dans les dossiers que le gouvernement a engagés sur la voie des partenariats public-privé (PPP). La critique pointait jusque-là le CHUM, et maintenant, la future salle de concert de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM).

«Ce n'est pas le PPP comme tel qui m'inquiète mais plutôt le laxisme qui semble s'être installé. Sur le plan rationnel, ça n'a pas de bon sens. Ça ressemble à des largesses préélectorales: sky is the limit», a commenté hier le député adé-

te Gilles Taillon.

Du côté péquiste, le député Sylvain Simard estime que «l'acharnement du gouvernement libéral à imposer le mode PPP se transforme en véritable cauchemar. À l'Agence des PPP, on ne contrôle plus les coûts. Ça ressemble un peu à un bar ouvert», a-t-il souligné.

Les partis d'opposition réagissent ainsi aux révélations du Devoir concernant le projet de construction de la future salle de concert, pour lequel le gouvernement a fait sauter le plafond budgétaire. À l'origine, la salle devait coûter 105 millions de dollars. Au lancement de l'appel de proposition, il s'agissait d'un projet de

266 millions. Le mois dernier, le Conseil du trésor a éliminé ce plafond à la demande des trois consortiums qui sont dans la course au PPP.

Hier, au cabinet de la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, on assurait qu'il n'y avait aucun risque de dérapage puisque si le projet choisi devait dépasser les 266 millions, le Trésor devra approuver le budget. «Au-delà de 266 millions, les soumissions seront pointées défavorablement», a expliqué l'attachée de presse de la ministre, Catherine Poulin.

Pour Sylvain Simard, il est clair qu'une «fois que le gouverne-

ment a le bras dans le tordeur, il est prisonnier de son propre système. Et les soumissionnaires peuvent le faire danser à leur guise alors que les PPP n'ont pas permis de contenir les coûts ni d'aller plus vite», a-t-il renchérit.

Monique Jérôme-Forget a toujours ardemment défendu la formule des PPP. «Ce n'est pas sorcier, disait-elle au Devoir l'année dernière. C'est la discipline, la rigueur, c'est l'obligation de réfléchir avant d'agir, c'est l'obligation de faire nos calculs avant de démarrer, c'est l'obligation de déterminer où sont les risques et qui va les assumer.»

Le Devoir

**CES SAMEDI ET DIMANCHE À LA SAQ**

**OBTENEZ 10% DE RABAIS SUR LES PRODUITS DES TERROIRS DU Québec**

**PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS**

18+ La modération a bien meilleur goût. #EthosVeloceat

Titulaires de permis, agences de la SAQ, Comptoirs Vin en vrac, SAQ Signature et SAQ Dépôt exclus. Promotion également offerte dans SAQ.COTTI. Cette promotion est en vigueur les 25 et 26 octobre 2008 seulement et s'applique uniquement aux boissons alcoolisées fabriquées au Québec à partir de produits des terroirs du Québec offertes en succursale, à l'exception des produits du Courrier vinicole. 18 ans et plus. Achats non cumulatifs. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Aucune mise de côté n'est acceptée.

Hydro Québec LE DEVOIR OGD-M-MEO planéteterra

## DROIT IMMOBILIER

Christiane Barnabé, Avocate

Mon expérience et mon professionnalisme à votre service.

514-495-8150 www.droitimmobilier.ca

## Forage au fond des océans

## Percer la Terre et ses secrets



## Une conférence de Benoît Ildefonse

Président du comité scientifique IODP-France et directeur de recherche au CNRS, à l'Université Montpellier 2.

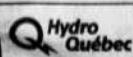
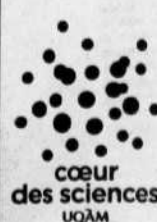
Les fonds marins contiennent-ils de nouvelles formes d'énergie exploitable? Comment leur géologie nous renseigne-t-elle sur le fonctionnement de notre planète, sur l'évolution du climat et sur les risques sismiques? Découvertes du programme intégré de forages océaniques (IODP).

Jeudi 30 octobre à 19h

Adultes : 6\$, étudiants et aînés : 2\$

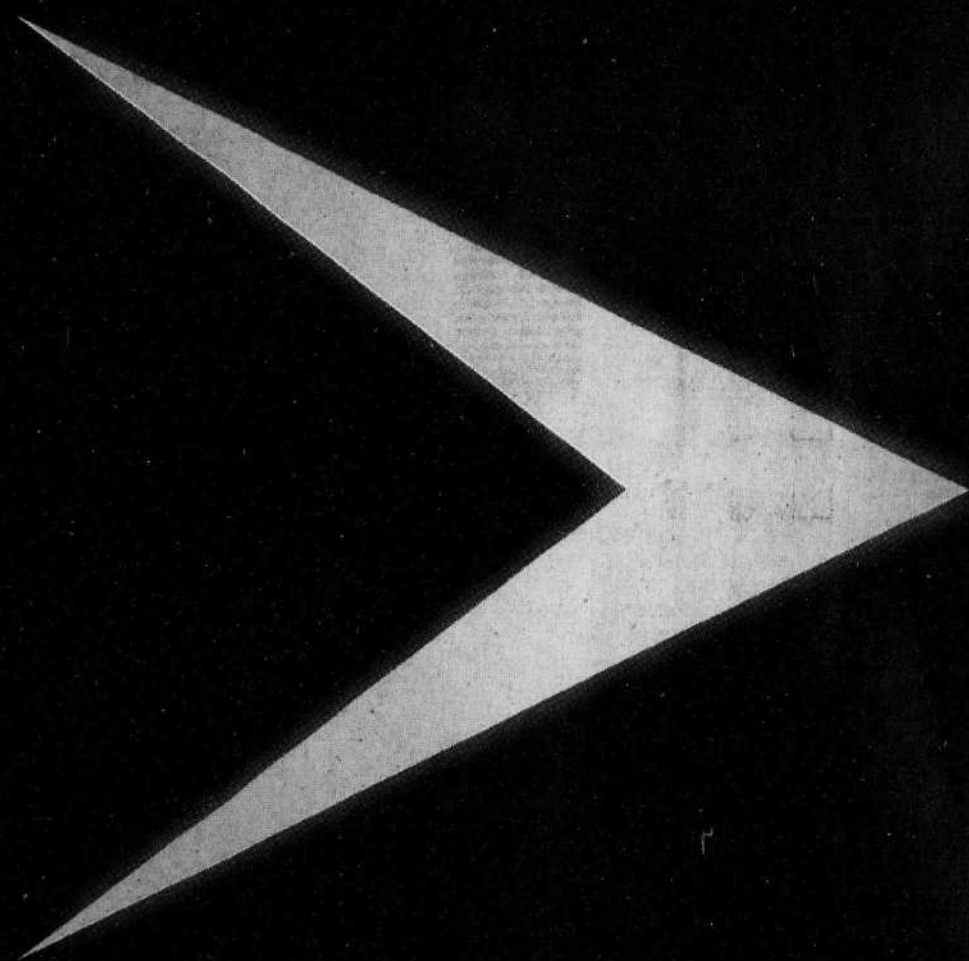
Amphithéâtre du pavillon Sherbrooke de l'UQAM  
200, rue Sherbrooke Ouest  
Métro Place-des-Arts

RÉSERVATIONS : www.coeurdessciences.uqam.ca



LE DEVOIR





## LES ACTUALITÉS

## Crise financière et régimes de retraite L'équilibre financier de Québec est menacé, selon le maire Labeaume

ISABELLE PORTER

Québec – L'administration Labeaume déplore l'impact «catastrophique» de la crise financière sur ses régimes de retraite et sur son budget. Hier, elle a saisi cette occasion pour accroître la pression sur ses employés dont les régimes de retraite lui coûteraient déjà trop cher.

«On peut dire sans exagérer que la crise financière a un effet catastrophique sur les rendements des fonds de retraite de la Ville», a déclaré le maire, Régis Labeaume. Devant faire face à une baisse de 18 % des rendements de ses régimes de retraite, la Ville de Québec prévoit un déficit au régime de retraite de 535 millions de dollars et un manque à gagner de 64,7 % dans son budget, soit l'équivalent d'une hausse de taxe potentielle de 9,2 %.

Comme solution, le maire renvoie la balle aux syndicats, avec lesquels les négociations s'enlisent depuis des mois. La situation, dit-il, «justifie encore plus que jamais les demandes faites aux syndicats des employés de la Ville. La Ville est littéralement en train de se ruiner pour financer la retraite de ses employés».

L'administration demande à ses employés de limiter le nombre de congés de maladie payés et surtout une contribution à parts égales aux régimes de retraites. Dans certains corps de métiers, la Ville assume jusqu'à deux tiers des contributions. Or, reconnaît M. Labeaume, même si les syndicats acceptaient toutes ses demandes, cela ne compenserait que 10 % du manque à gagner provoqué par la crise.

Cette sortie n'a pas manqué de susciter l'indignation des syndicats, qui remettent en cause les chiffres présentés par l'administration municipale. «La Ville joue avec les chiffres pour mettre de la pression sur les syndicats», dénonce Jean Gagnon, du Syndicat des cols blancs. Les impacts de la crise, plaide-t-il, se limiteraient plutôt à 7 % de baisse pour l'année 2008. Quant au chiffre de 18 % avancé par la Ville, il ne représente

qu'un mois, dénonce-t-il. «C'est alarmiste et exagéré et c'est une bien mauvaise stratégie de négociation.»

Même son de cloche du côté de la Fraternité des policiers, qui invite aussi aux nuances et dit vouloir consulter ses actuaire avant de commenter le fin détail des chiffres avancés par la Ville. «Ce n'est pas la faute des syndiqués si l'économie va mal», a déclaré le président de la Fraternité, Jean Beaudoin. «Les fonds de pension, ça ne se joue pas sur un jour ou sur un mois, c'est du long terme.»

Nathalie Normandeau

Dans le communiqué émis hier, la Ville évoquait une rencontre à venir avec les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales pour trouver des solutions au problème. Or, devant les journalistes, le maire s'est montré peu disposé à s'exprimer sur ce sujet.

D'après son directeur général, Alain Marcoux, la Ville pourrait réclamer des assouplissements aux règles comptables édictées en 2007, lesquelles obligent les villes à transférer leur déficit sur le compte de taxe de l'année courante. «Est-ce que ce serait possible que, au lieu de casquer en une seule année la totalité de la hausse, on puisse l'étaler? Mais de quelle façon?»

Le chef de l'opposition, Alain Loubier, qui ne conteste pas les chiffres présentés hier, semblait fonder de l'espoir sur cette avenue. «Sans doute que la tentation de M. le maire, ça va être de faire porter le chapeau aux syndicats. Le problème est ailleurs», a commenté M. Loubier.

Se disant sensible au problème, la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, se dit prête à examiner ce genre de scénario. «On est tout à fait ouverts à cela, mais à ce stade-ci, il n'est difficile de statuer sur la question», a-t-elle déclaré. «La Ville de Québec est la première à sonner l'alarme. Je n'ai pas eu pour le moment de demandes d'autres villes», a-t-elle ajouté.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Emplois saisonniers

## La FTQ tente à nouveau de syndiquer les travailleurs mexicains

LIA LÉVESQUE

Le dossier de la syndicalisation des travailleurs agricoles saisonniers mexicains s'est retrouvé une fois de plus devant la Commission des relations du travail, une nouvelle requête en accréditation ayant été déposée par un syndicat.

Depuis 9h hier matin, la Commission entend le témoignage de travailleurs agricoles saisonniers, venus du Mexique pour travailler sur la ferme de Johanne L'Ecuyer et Pierre Locas, à Saint-Augustin de Mirabel.

Trois travailleurs ont témoigné jusqu'ici, en espagnol, avec l'aide d'une interprète.

Une première requête en accréditation syndicale avait été déposée par le même syndicat, pour d'autres fermes faisant appel à de tels travailleurs étrangers saisonniers, mais elle avait été rejetée, parce qu'il n'y avait pas un nombre suffisant de travailleurs permanents dans ces fermes, comme le veut la loi. Cette fois, c'est donc une autre ferme qui a été ciblée par la section locale 501

des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, affiliée à la FTQ.

Les travailleurs mexicains qui ont témoigné hier matin ont affirmé qu'ils participaient à ce Programme des travailleurs agricoles saisonniers pour travailler durant quelques mois au Canada, ce qui leur permettait de toucher un revenu plus élevé qu'au Mexique et de pouvoir ainsi subvenir aux besoins de leur famille restée là-bas.

L'un de ces travailleurs a affirmé que son patron, M. Locas, arri-

vait parfois de mauvaise humeur en insultant ses employés, en blasphémant et en donnant des coups de pied sur des objets.

La Ferme Johanne L'Ecuyer et Pierre Locas, de son côté, cherche à démontrer qu'elle est essentiellement une petite ferme familiale.

Ses procureurs tentent aussi de démontrer que, en venant travailler au Québec, ces gens gagnent parfois le double de ce qu'ils gagneraient au Mexique.

La Presse canadienne

## Le risque de suicide est plus élevé parmi les défavorisés

Une recherche canado-américaine a démontré que les jeunes des quartiers défavorisés sont quatre fois plus susceptibles de tenter de se suicider à la fin de l'adolescence que ceux qui vivent dans des quartiers mieux nantis.

Les résultats de cette recherche, dont l'auteure principale est Véronique Dupéré, de l'Université de Montréal, sont publiés dans

la revue scientifique *Psychological Medicine*.

Les chercheurs ont constaté que les jeunes des quartiers défavorisés présentent des niveaux plus élevés de symptômes dépressifs ainsi que des niveaux plus faibles de soutien social. Ils considèrent toutefois que ces facteurs n'expliquent pas totalement pourquoi ces jeunes sont susceptibles de considérer de mettre fin à leurs jours.

«Les événements de vie difficiles, comme d'avoir connu une personne s'étant suicidée ou d'avoir vécu une rupture douloureuse avec un ou une partenaire de cœur, semblent susciter plus souvent des pensées suicidaires ou des tentatives de suicide», commente Mme Dupéré, dans un communiqué rendu public hier.

A l'occasion de cette étude, 2779 adolescents ont été recensés dans le cadre de l'Enquête longitudinale

nationale sur les enfants et les jeunes au Canada. Pour ce qui est des niveaux de pauvreté des quartiers, ils ont été mesurés au début et au milieu de l'adolescence, à partir des données du recensement. Les pensées suicidaires ont été évaluées plus tard, lorsque les jeunes avaient 18 ou 19 ans.

La Presse canadienne

EN BREF

### Hell's Angels: trois arrestations

Deux des trois individus arrêtés par la Sûreté du Québec, en lien avec les incendies qui ont notamment ravagé le local des Hells Angels, à Sorel-Tracy, ont comparu hier par vidéo-comparution au Palais de justice de Montréal. Stéphane Blanchet, 41 ans, et Steve Charbonneau, 41 ans, ont fait face à neuf chefs d'accusation, dont un en vue de commettre des incendies criminels, incendies criminels et vol. Les deux hommes sont toujours détenus à la prison de Rivière-des-Prairies, d'où ils ont comparu. Quant au troisième individu, il s'agit d'un homme dans la cinquantaine, qui a été arrêté plus tôt dans la journée en Abitibi. Il devrait comparaître sous peu. Les événements se sont déroulés dans la nuit du 18 au 19 octobre dernier, à Sorel-Tracy. Durant cette nuit, trois incendies suspects ont éclaté à quelques heures d'intervalle dans différents endroits de la ville, dont le local des Hells Angels. La SQ a par ailleurs retrouvé la camionnette bleue qui a été aperçue par des témoins sur

les lieux de l'incendie du local des motards. À ce stade de l'enquête, tenue très secrète, la Sûreté du Québec n'établit pas de lien entre ces événements et le milieu du crime organisé. La SQ prévoit cependant faire le point sur ce sujet en début de semaine prochaine.

- La Presse canadienne

### Certification des sacs de plastique

Un programme de certification pour les sacs en plastique recyclables est mis en place au Québec afin de simplifier la reconnaissance des sacs recyclables par les détaillants et les consommateurs. La certification a été confiée au Bureau de normalisation du Québec (BNQ). Le programme vise à faciliter le recyclage, à appuyer les détaillants dans leur volonté de faire usage de sacs recyclables et à aider les centres de tri et les recycleurs dans le traitement adéquat de ces matières. - La Presse canadienne



8 JOURS  
exceptionnels

du 17 au 26 octobre

Une fois par an, pendant 8 jours Roche Bobois vous offre des prix exceptionnels sur toute sa collection...

Maintenant ouvert les dimanches.

LAVAL - Quartier Laval, 660 Boulevard Le Corbusier, L7 450-688-6000 - laval@roche-bobois.com

MONTREAL - 505 Avenue du Président Kennedy 514-350-9070 - montreal@roche-bobois.com

OTTAWA - 22 York Street 613-860-3273 - ottawa@roche-bobois.com

TORONTO - 101 Parliament Street 416-366-3273 - toronto@roche-bobois.com

rochebobois  
PARIS  
www.roche-bobois.com

## L'adoption fait-elle partie de votre vie?

visitez [www.ontario.ca/infoadoption](http://www.ontario.ca/infoadoption)

Si vous êtes concerné par une procédure d'adoption en Ontario, vous devez prendre connaissance d'un changement important qui touchera vos droits en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée.

À compter du 1<sup>er</sup> juin 2009, les dossiers d'adoption de l'Ontario seront ouverts. Cela signifie que les personnes adultes adoptées ainsi que les parents de sang auront accès aux renseignements identificatoires contenus dans les dossiers de naissance et les ordonnances d'adoption.

Si l'ordonnance d'adoption a été enregistrée avant le 1<sup>er</sup> septembre 2008, les personnes adultes adoptées et les parents de sang peuvent faire une demande afin d'interdire la divulgation de renseignements les concernant.

Si vous souhaitez que les renseignements sur votre adoption demeurent confidentiels, vous devez déposer une demande de veto sur la divulgation avant le 1<sup>er</sup> juin 2009.

Il est aussi possible de déposer une demande de non-communication.

Pour en savoir davantage sur vos droits en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée concernant l'adoption, veuillez visiter [www.ontario.ca/infoadoption](http://www.ontario.ca/infoadoption) ou composer le 1 800 461 2156 (ATS 416 325 3408).

Annonce payée par le gouvernement de l'Ontario.

Ontario

# LE POUVOIR N'AURA JAMAIS ÉTÉ AUSSI INFINI

Vidéotron annonce la construction de son tout nouveau réseau sans fil de dernière génération. Avec ce grand projet, Vidéotron jette les fondations d'une ère nouvelle en matière de télécommunications au Québec. Nous entendons ainsi pousser encore plus loin notre engagement d'offrir aux gens d'ici le meilleur de la technologie et du divertissement.

Chez Vidéotron, le pouvoir infini de demain se dessine par nous, pour vous, dès aujourd'hui.

# ELECTIONS AMÉRICAINES

## Que Dieu bénisse ce qu'il reste

GUY TAILLEFER

Clarkdale, Mississippi — La rue principale du village de Marks, dans le delta du Mississippi, est déserte comme la Lune, fascinante de désolation. Pas une âme qui vive et pas un commerce qui n'ait survécu, sinon par la peau des dents. Tout est à l'abandon, mais tout est encore debout. La mécanisation de la culture du coton a depuis longtemps rayé les emplois de la carte. Ya-t-il encore du travail? *«Ya du travail dans les casinos le long de la route 61»*, répond Jacqueline Gross, assise sur une chaise de jardin dans le parking d'une modeste maison qui tient lieu de centre communautaire.

Une cinquantaine de kilomètres plus à l'ouest, c'est la petite ville — célèbre — de Clarksdale. Le fait qu'elle soit un haut lieu du blues lui donne incontestablement du caractère et du charme, mais les rues du centre-ville se résument, ici encore,

à des commerces et à des édifices abandonnés. Quelques maisons cossues témoignent de fortunes familiales blanches et anciennes.

Voilà confortée l'image qu'on se fait du Sud profond, pauvre et noir, où l'économie n'a pas attendu les dérivés de Wall Street pour sombrer. Au bord d'une route, quelqu'un a inscrit sur un énorme bloc de coton compacté: *«Que Dieu bénisse ce qu'il reste de l'Amérique»*. Le monde sudiste s'est bien urbanisé, mais il demeure largement rural. L'agriculture se diversifie vaguement en faisant pousser du riz et du soja, et en misant sur l'éthanol.

Il reste qu'Atlanta, en Géorgie, est devenu un important centre bancaire. La Caroline du Nord a développé avec succès depuis les années 50 ce qu'on appelle le *Research Triangle* dans les domaines de la haute technologie et de la biotechnologie. Jackson, capitale d'un Mississippi anti-impérial, fait des ponts d'or à des géants asiatiques de l'automobile

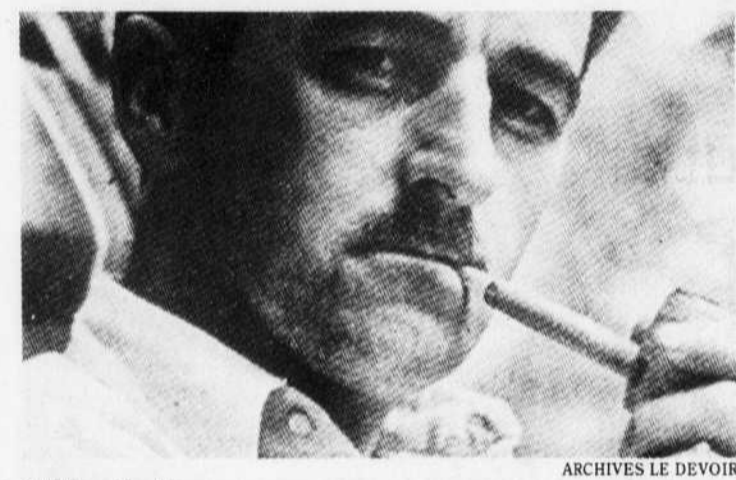
comme Nissan et Toyota.

Memphis, au Tennessee, a toujours FedEx, le plus important employeur local: à une autre époque, la ville portuaire distribuait esclaves et coton; elle distribue aujourd'hui le courrier. Memphis a le bonheur d'avoir une industrie culturelle florissante, cœur battant du blues, du gospel, du rock'n'roll... On évalue à 750 000 par année le nombre de pèlerins qui visitent Graceland, la résidence d'Elvis Presley, où il est mort en 1977.

Il est vrai que le mouvement des droits civiques n'a pas rempli toutes ses promesses, affirme Ethel Young-Minor, de l'Université du Mississippi. Mais elle trouve que le portrait qu'on trace généralement du Sud passe complètement sous silence les progrès sociaux et économiques accomplis par la communauté noire depuis cinquante ans. *«Le Sud ne se réduit pas à ses relations raciales, pas plus que la culture noire américaine ne se réduit au hip-hop urbain»*. Condokeez

Le Devoir

## Pour qui aurait voté William Faulkner?



William Faulkner

GUY TAILLEFER

Oxford, Mississippi — William Faulkner, ce monstre sacré de la littérature contemporaine américaine, prix Nobel de littérature en 1954, aurait-il voté pour Barack Obama ou pour John McCain? Enfant d'Oxford, où il a écrit l'essentiel de son œuvre, qui fut abondante, il a

pris position, dans ses romans et dans la vie publique, contre la ségrégation dans une ville et un État qui furent parmi les plus ségrégationnistes des États-Unis.

Encore que l'écrivain (*Le Sanctuaire, Absalom, Absalom!, Le Bruit et la Fureur*) avait des positions politiques aussi nuancées que sa prose est complexe. Professeur d'anglais et d'études africaines-américaines à Oxford, Ethel Young-Minor, dans un éclat de rire, refuse évidemment de répondre (*«Obama ou McCain, Biden ou... Palin?»*), sinon pour dire que Faulkner «représente un tournant dans la conscience blanche». Pour mentionner aussi que Barack Obama l'a cité dans un discours en début de campagne: *«Le passé n'est jamais mort, a déjà écrit Faulkner. En fait, il n'est même pas passé.»*

C'est pourquoi il jugeait inévitable que les sudistes blancs en finissent avec le système de ségrégation, mais qu'il fallait qu'ils puissent le faire à leur propre rythme. *«Je n'aime pas plus l'intégration forcée que la ségrégation forcée»*, disait-il. Il a critiqué le radicalisme du mouvement des droits civiques. Il craignait que, à trop faire pression sur le Sud, le Nord, monté sur les grands chevaux de sa supériorité morale — ce qui piquait à vif l'âme sudiste de Faulkner —, ne plonge le pays dans une seconde guerre civile. L'homme et l'œuvre ont été marqués par l'écueil lors de la guerre de Sécession. Faulkner disait être né en 1898, mais mort en 1865.

Pour un sudiste blanc, affirme Mme Young-Minor, il a fait très tôt des commentaires qui bousculaient par leur justesse: il a dit par exemple d'un gouverneur du Mississippi au pouvoir dans les années 30 qu'il était sûrement un ségrégationniste, mais qu'à des fins électorales il se montrait plus

contacte, se demande la professeure, serait-il touché par l'engouement des jeunes pour Obama? Ou dirait-il qu'ils ne savent pas ce qu'ils font? Changerait-il d'opinion?

Décédé subitement le 6 juillet 1962 à l'âge de 65 ans, imbibé de bourbon, William Faulkner n'aura pas été témoin des déchirements violents qui ont entouré, moins de trois mois plus tard, en septembre 1962, l'admission de James Meredith à l'Université du Mississippi à Oxford. Meredith était le premier Noir à mettre les pieds dans cette vieille institution universitaire; sa lutte en fit une icône du mouvement des droits civiques. Son admission créa une telle réaction chez les Blancs que le président Kennedy décida de déployer des milliers de soldats sur le campus pour assurer sa sécurité. *«Faulkner aurait sûrement pris position»*, dit Donald Kartiganer. Ce spécialiste de Faulkner à l'Université du Mississippi ne peut pas s'empêcher d'ironiser: *«aurait-il jugé que l'admission d'un sud noir à l'université respectait le rythme auquel le Sud était en droit, à son avis, de mettre fin à la ségrégation?»*

Le Devoir

## Des races et des hommes

■ 1861: Début de la guerre de Sécession, dont l'enjeu est l'esclavage, que subissent 4 millions d'Africains-Américains utilisés pour cultiver le coton. Dans l'ordre, la Caroline du Sud, le Mississippi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane, le Texas, la Virginie, l'Arkansas, la Caroline du Nord et le Tennessee font sécession pour former les États confédérés d'Amérique. La guerre prend fin en 1865 avec la victoire du Nord.

■ 1862: Le président républicain Abraham Lincoln proclame l'émancipation des Noirs des États confédérés, proclamation qui entre officiellement en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1863. Lincoln est assassiné en avril 1865. Andrew Johnson lui succède.

■ 1865-1877: Période de la Reconstruction destinée à rétablir l'unité du pays et à effacer, dans les faits et dans la Constitution, les traces du système esclavagiste. Elle prendra fin sur un échec. Sous la pression de ceux qu'on appelle les «radicaux» au sein du Parti républicain, le 14<sup>e</sup> amendement donne aux Noirs des protections légales identiques à celles des Blancs. Les hommes noirs votent pour la première fois en 1867 et accèdent à des fonctions politiques.

■ Compromis de 1877, par lequel il est mis fin à l'occupation des États confédérés par les troupes du Nord. À l'esclavage est substituée la ségrégation. Les États sudistes mettent en place les lois Jim Crow instaurant la ségrégation raciale jusque dans les cimetières...

■ 1896: La Cour suprême des États-Unis légitime les lois ségrégationnistes en formulant la doctrine «séparés mais égaux». Les États sudistes utiliseront ce jugement pour exclure les Noirs de la vie sociale dans tous les domaines pendant les décennies suivantes. La deuxième mouture du KKK naît en 1915 — légalement cette fois. Des lynchages virent au pogrom. Des racistes en font des cartes postales.

■ Années 40: Apparaissent les premiers signes de déségrégation. En 1948, le président Harry Truman ordonne la déségrégation des forces armées et commence à soutenir le mouvement des droits civiques. C'est le début de la fin de près d'un siècle d'hégémonie démocratique dans le *Solid South*, dont la majorité blanche commence à passer aux républicains.

■ 1955: Rosa Parks est arrêtée et se voit imposer une amende de 14 \$US pour avoir refusé de céder son siège à un Blanc dans un autobus de Montgomery, en Alabama. Martin Luther King lance une opération de boycottage du système de transport de la ville.

■ 1960: La Cour suprême interdit la discrimination dans les transports publics.

■ 1963: Luther King prononce à Washington son célèbre *I have a Dream*. Le prix Nobel de la paix lui est décerné l'année suivante.

■ 1964-65: Le président Lyndon B. Johnson fait adopter au Congrès le *Civil Rights Act* interdisant la discrimination basée sur la race, la religion, le sexe et le *Voting Rights Act* (interdisant les lois restreignant l'accès au droit de vote).

■ 1967: La Cour suprême déclare inconstitutionnelle l'interdiction des mariages mixtes.

■ 4 avril 1968: Le Dr King est assassiné à Memphis où il est venu apporter son soutien à une grève des éboueurs de la ville.

Le Devoir

# ELECTIONS AMÉRICAINES

## de l'Amérique



EMMANUEL DUNAND AGENCE FRANCE-PRESSE

## Bien plus de vols qu'il n'y a d'heures dans une journée

L'avantage Rapidair, c'est de vous permettre d'être où vous voulez quand bon vous semble. Nous offrons le plus grand nombre de vols entre Montréal, Toronto et Ottawa, dont le tout premier en matinée et le dernier en soirée. De plus, nous sommes la seule compagnie aérienne à proposer le service classe Affaires pour que vous puissiez choisir le type de voyage qui vous convient le mieux.

Air Canada. Tout au bout de vos doigts.



**AIR CANADA**  
La liberté de voyager à votre façon

Supporteur officiel de Vancouver 2010 et de la Coupe du monde de football 2010.

**SOLDES 60%**  
JUSQU'À

SHIRT PASSION  
CONVERSE  
RAMOSPORT  
KALI OREA  
NORMA KAMALI  
TOMBOLINI  
DUI  
BANDOLERA  
VERTIGO  
YUKA

THIERRY MUGLER  
REPORTER  
NAVIGARE  
TORRAS  
TARENTINO  
TOMBOLINI  
CANTARELLI SARTORIA  
FABIO INGHIRAMI  
ETC.

Centre de Commerce Mondial  
413, St-Jacques O.  
514-844-9125

Centre de Commerce Mondial  
383, St-Jacques O.  
514-281-7999

5107, av. du Parc  
(près Lacombe)  
514-277-7558

**L'AGENDA**  
L'HORAIRE TÉLÉ LE GUIDE DE VOS SOIRÉES  
Ouvrez dans Le Devoir du samedi

**LE DEVOIR**

# ACTUALITÉS

## LIBÉRAUX

SUITE DE LA PAGE 1

élections. «J'avais mis une condition à ma présence, c'était qu'elle ne soit pas là. Cette condition n'a pas été remplie, alors je ne suis pas allé au war room», expliquait récemment au Devoir un organisateur québécois d'expérience.

Ce genre de commentaires est souvent entendu dans les coulisses libérales du Québec. Ils sont souvent le lot, il est vrai, de partisans de Michael Ignatieff ou à tout le moins de gens appartenant à la frange plus nationaliste du PLC. Ceux-là n'ont jamais digéré que le père de la Loi sur la clarté devienne leur chef et qu'il choisisse comme lieutenant au Québec une ancienne députée de l'ère Trudeau qui avait avalisé à la Chambre des communes le rapatriement unilatéral de la Constitution.

Mme Hervieux-Payette estime que les critiques qui lui sont adressées sont l'expression d'un manque d'unité déplorables. «Est-ce que tout le monde se ralliera le lendemain du prochain leadership? Je pense que c'est une condition sine qua non.» Sans viser personne en particulier, la sénatrice juge «inacceptable que quelqu'un fasse une course, respecte tout le processus démocratique et que, lorsqu'il y a un gagnant, ceux qui n'ont pas gagné s'emploient à déstabiliser le gagnant. C'est inacceptable.»

Mme Hervieux-Payette estime que, tant que le PLC n'arrivera pas à faire l'unité à la suite de ses courses à la chefferie, il lui sera impossible de reconquérir le pouvoir. Elle raille les sources anonymes qui alimentent les quotidiens et se font passer pour d'influents organisateurs. «Ce sont souvent des gens qui n'ont pas travaillé deux heures pour le Parti libéral.» Pour elle, un libéral influent est quelqu'un qui recrute des membres, fait du financement et met la main à la pâte pendant la campagne. «Les autres, c'est tout simplement des mémères. J'espère qu'on aura moins de mémères après le prochain mandat.»

### Un bilan positif

Au-delà de ces guerres intestines, Céline Hervieux-Payette désire rappeler à ses adversaires qu'elle a fait un travail respectable pendant la campagne qui vient de se terminer. «En Colombie-Britannique, le Parti libéral a perdu 8 % de son vote. En Ontario, il en a perdu 6,9 %. Au Québec, on en a gagné 2,9 %. Là encore, il faut que je me compare», dit-elle.

En effet, au Québec, le PLC a obtenu 23,7 % des voix, contre 20,8 % en 2006. Il a remporté 14 sièges, à la suite du recomptage dans Brossard-La Prairie. À l'aune de l'un ou l'autre de ces deux critères, le Parti libéral a ravi la seconde place au Parti conservateur. «Toutes les autres provinces ont perdu des sièges, sauf le Québec et Terre-Neuve», ajoute-t-elle. En fait, le Parti libéral a conservé son seul siège en Saskatchewan.

Elle indique que 60 de ses candidats ont augmenté leur score par rapport à celui de 2006. «Et j'exclus les députés de ce calcul», se vante-t-elle. Si, en 2006, 16 candidats du Québec avaient obtenu si peu de voix que leur dépôt de 1000 \$ ne leur avait pas été remboursé, un seul se trouve dans cette fâcheuse position en 2008.

«J'ai fini la campagne électorale, au niveau du quartier général, sans déficit. Je n'ai pas beaucoup de précedessseurs qui peuvent se vanter de cela», dit-elle au Devoir. «Je n'ai pas dépensé l'argent que je n'avais pas. Je n'ai pas appauvri et mis en danger, dans un contexte de gouvernement minoritaire, le parti.»

Mais la sénatrice aurait-elle trop peu dépensé? Par exemple, les pancartes libérales ont été rares en dehors de Montréal et sont arrivées bien tard pendant la campagne. Les locaux électoraux ont ouvert presque deux semaines après le début de la campagne dans la région de Québec. Sans compter que les candidats-vedettes n'ont pas été au rendez-vous dans des circonscriptions prenables comme Jeanne-LeBer ou encore Outremont.

Mme Hervieux-Payette indique que, dans les deux cas, elle avait attendu en vain des candidats de haut calibre. Dans l'ancien fief de Liza Frulla, elle comptait sur une fonctionnaire fédérale haut placée, mais il lui est arrivé un incident personnel et elle n'a pas pu être de la course. Pour ce qui est d'Outremont, «jusqu'à la dernière minute, les militants de la circonscription attendaient le retour de Martin Cauchon. Il a décidé très tardivement de ne pas se présenter.»

Céline Hervieux-Payette rappelle aussi qu'elle ne pouvait pas faire de miracle en 10 mois, période qui s'est écoulée depuis sa nomination. «J'ai hérité d'un parti sans le sou, désorganisé, avec des circonscriptions où l'association était absente, où le nombre de bénévoles étaient rares.»

Le Devoir

## Les Hercules sont sûrs

Ottawa — La tête dirigeante de l'armée canadienne a dit ne pas avoir d'inquiétudes quant à la sécurité des Hercules C-130, et ce, malgré une enquête de coroner au Royaume-Uni qui a recommandé qu'un système d'agent suppressor d'explosion soit installé dans tous les Hercules britanniques. Le chef d'état-major de la Défense, le général Walt Natynczyk, a dit hier qu'il n'avait pas encore pris connaissance du rapport britannique, mais qu'il allait en discuter avec la direction de la Force aérienne du Canada. Lors d'une interview diffusée sur les ondes d'une chaîne de radio à Victoria, en Colombie-Britannique, le général Natynczyk a assuré que les Forces canadiennes n'employaient pas d'avions qui n'étaient pas sécuritaires. En janvier 2005, alors qu'il survolait un territoire détenu par des insurgés près de Bagdad, en Irak, un C-130K de la Royal Air Force a été atteint par des tirs anti-aériens. Une explosion est ensuite survenue, pulvérisant l'aile droite de l'avion et provoquant la mort de 10 soldats. Une enquête de coroner britannique a par la suite permis d'établir que la présence d'une mousse d'étanchéité dans les réservoirs à essence, comme celles se trouvant dans les C-130 américains. — PC

## BATAILLE

«Le Sud blanc aime s'enorgueillir de l'esprit d'indépendance dont il a fait preuve face au Nord, et célèbre les héros qui ont résisté aux yankees, mais en balayant complètement sous le tapis l'enjeu principal de la guerre qu'étaient les quatre millions d'esclaves noirs»

SUITE DE LA PAGE 1

tout de l'état des lieux du Sud américain dans son ensemble. Que la société sudiste, dit-il, continue de tourner autour de la question raciale ne veut pas dire, loin de là, que le racisme y soit à trancher au couteau, comme on se l'imagine ailleurs. Là où il existe encore, il dit beaucoup moins ouvertement son nom. Ensuite, croit Imig, les réflexes racistes prendraient moins de place si certains politiciens n'exaltaient pas tant la «peur de l'autre» pour gagner des votes. Il sera fascinant de voir dans quelle mesure cette peur jouera le 4 novembre, dit-il.

### Le pouvoir aux «anglos»

Ce Sud est une région aux contours démographiquement mouvants qui s'étend, dans sa définition large, de l'est du Texas jusqu'à la Virginie. Y cohabitent et s'y recourent, pour le meilleur et pour le pire, la grande majorité des 30 millions d'Africains-Américains et le plus important concentré de protestants évangéliques blancs du pays. Au cœur du Sud, il y a le Deep South, la région la plus pauvre des États-Unis, regroupant les cinq États de la Louisiane, du Mississippi, de l'Alabama, de la Géorgie et de la Caroline du Sud, plus la ville de Memphis qui n'a rien à voir, ou si peu, avec le reste de l'horizontal et très blanc État du Tennessee.

Politiquement, les Noirs qui vont aux urnes ont eu beau voter massivement pour les démocrates, les votes plus nombreux des «anglos» ont fait de la région un bastion républicain depuis les années 60. En 1964, après avoir signé la loi historique des droits civiques interdisant la discrimination en emploi et dans les lieux publics, le président Lyndon B. Johnson déclarait à son conseiller Bill Moyers: «Je crois que nous venons de céder le Sud au Parti républicain pour très longtemps.» Prix de consolation pour John McCain? Barack Obama, disent les sondages, aura du mal à y changer la donne.

Bien sûr, la condition des Noirs a énormément progressé, et elle est lointaine, l'époque où ils n'étaient autorisés à visiter le zoo que le jeudi, jour de nettoyage des cages des animaux, mais «le racisme existe toujours, n'en doutez pas», affirme Benjamin Hooks, qui a grandi dans le Memphis ségrégué. «Si Obama était blanc, il serait en avance de 15-20 points dans les sondages», dit cet ancien leader de premier plan du mouvement des droits civiques, qui fut proche du Dr King. L'homme, qui a aujourd'hui plus de 80 ans, a été président de l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP) de 1977 à 1992. «Il continue d'y avoir beaucoup de colère au sein de la communauté noire, surtout, je dirais, parmi les jeunes, qui n'ont pourtant pas connu les lynchages, la violence raciale, la ségrégation.»

Memphis est une ville représentative du Sud urbain, hormis le fait qu'elle n'a pas de minorité latino-

américaine à proprement parler: la majorité des gens sont noirs dans la municipalité comme telle, mais ils sont complètement noyés en nombre par les banlieues blanches et républicaines qui l'enclavent. Sa vie politique est «viscéralement» noire et blanche, dit le professeur Imig.

La représentation urbaine de sa mémoire historique est d'ailleurs parlante. A quelques kilomètres du superbe Musée national des droits civiques, installé dans le Motel Lorraine où Martin Luther King a été assassiné le 4 avril 1968 (un musée qui a mis 22 ans à voir le jour!), trône impunément dans un beau parc de Union Street un bronze du général Nathan Bedford Forrest, un héros de la guerre de Sécession (1860-65) qui deviendra le tout premier «Grand Sorcier» de l'organisation suprémaciste blanche du Ku Klux Klan lors de son congrès de fondation à Nashville en 1867. Ce qui agace Arwin Smallwood, professeur d'histoire sudiste à l'Université de Memphis: «Le Sud blanc aime s'enorgueillir de l'esprit d'indépendance dont il a fait preuve face au Nord, et célèbre les héros qui ont résisté aux yankees, mais en balayant complètement sous le tapis l'enjeu principal de la guerre qu'étaient les 4 millions d'esclaves noirs.»

Toute discussion au sujet de Memphis revient toujours à la question raciale, affirme M. Imig. «Je suppose que ce sera encore le cas dans 50 ans. Pourquoi? Le poids de l'histoire et le fait que, contrairement aux Allemands, les torts n'ont pas vraiment été reconnus. C'est pour cela que l'élection d'Obama revêt une si grande importance, ne serait-ce que symboliquement.»

### Pas sans les Blancs

Pour faire une percée dans le Sud, Obama devra obtenir l'appui massif des minorités noires, ce qui lui est acquis vu le puissant sentiment d'identification qu'il inspire, y compris parmi les églises noires les plus conservatrices qui ont voté pour les «valeurs» défendues par Georges W. Bush en 2004. Mais il lui faudra aussi récolter une large part de l'électorat blanc, ce qui ne va pas de soi. La mobilisation du vote africain-américain, traditionnellement incertaine, ne devrait pas poser problème cette fois-ci. Si «post-raciale» que soit sa candidature pour certains, dans le Sud celle est clairement noire.

Mais les politologues fixent à près de 40 %, selon les États, la proportion de l'électorat «anglo» qu'il faudrait à Obama pour décrocher des victoires. Or, en 2000, le démocrate Al Gore a obtenu 31% des votes blancs dans le Sud, perdant même son Tennessee natal, et, en 2004, John Kerry s'est écrasé avec seulement 17 % de ces votes. Bref, il faudra beaucoup de Mme Kepple pour renverser la tendance. Si l'histoire se répète, l'ironie serait que le premier Noir à accéder à la présidence des États-Unis ne remporterait pas les États où se concentre la population africaine-américaine.

En écoutant parler le jeune bénévole Karry Hayes, croisé au Obama for President Headquarters de Memphis, installé dans un centre d'achat de banlieue,

il nous vient immédiatement l'impression qu'il rêve en couleurs. D'autant que c'est l'ancien pasteur baptiste et très conservateur Mike Huckabee, et non le plus centriste John McCain, qui a remporté la primaire républicaine au Tennessee.

Un vote démocrate massif à Memphis de la part de la communauté noire pourrait contribuer, croit cet étudiant originaire de l'Arizona, à annuler le vote républicain dans le reste de l'État. À condition, évidemment, que Obama rallie Nashville, la capitale, et fasse le plein de jeunes blancs «libéraux», enthousiasmés par la candidature du candidat métis, et de déçus républicains. Et ce n'est pas ce qui manque, constate par ailleurs Philippe Paré, qui habite avec sa famille un quartier de banlieue hier encore prospère où, aujourd'hui, des dizaines et des dizaines de maisons ont été abandonnées par leur propriétaire pour défaut de paiement hypothécaire. À son travail, il constate qu'il y en a beaucoup, de ces déçus qui regardent, impuissants, fondre leurs épargnes et la valeur de leur maison... Obama n'aura de succès au Mississippi (37 % de Noirs), en Géorgie (21 %) ou en Caroline du Nord (16 %) que si cette conjonction se produit.

Un autre élément joue en faveur du candidat démocrate, pour lequel il peut remercier le président du parti, Howard Dean, cet ancien gouverneur du Vermont qui a pris la direction du Parti démocrate après avoir été défait à l'investiture présidentielle en 2004. Il y a quatre ans, au Mississippi par exemple, le Parti démocrate arrivait à peine à garder ses portes ouvertes. Envers et contre tous, M. Dean a fait appliquer une «stratégie des 50 États» consistant à reconstruire les organisations dans des États rouges que les bleus avaient abandonnés à leurs rivaux depuis des décennies. Cette renaissance organisationnelle a donné des résultats au cours des derniers mois au niveau local, notamment en Louisiane, dans des forteresses républicaines réputées impenables...

Autre centre d'achat, autre parti, autre bénévole. Joe West, sympathique jeune redneck de 21 ans, récite aimablement le credo républicain: «Je suis pro-vie, contre les gros gouvernements et les hausses de taxes, je défends le droit de porter une arme et je suis pour les valeurs familiales...» Tous ses copains, avoue-t-il, ne sont pas d'accord avec lui. «Le plus désoleant, dit-il, c'est que la politique n'intéresse absolument pas la majorité des jeunes autour de moi. J'aimerais bien qu'ils aient, au moins, une opinion.»

«Ce qu'on ne dit jamais assez, fulmine Gene Cashman, directeur exécutif du Urban Child Institute, une organisation d'aide à l'enfance, c'est qu'une large part des gens ici sont d'une ignorance politique crasse.» À témoin, ce morceau d'anthologie qu'il a entendu le matin à la radio. Le journaliste demande à un passant s'il votera Obama: «Absolument», répond-il. «Et sa colistière Sarah Palin, qu'en pensez-vous?» poursuit le reporter. «Elle est extraordinaire.»

Le Devoir

## STARCHITECTE

SUITE DE LA PAGE 1

quand les promoteurs ont le désir vrai de réaliser un bon projet. Beaucoup de Chinois veulent maintenant m'entraîner dans des plans ridicules, juste pour utiliser mon nom. Le 2.22, c'est autre chose, du sérieux, et une opportunité pour moi de travailler en Amérique plutôt qu'en Chine ou au Japon, comme je le fais depuis des années. Je veux aussi casser cette image qu'en dessous des réalisations aéroportuaires de 250 000 mètres carrés je ne suis bon à rien.»

Le 2.22, situé à l'intersection Sainte-Catherine et Saint-Laurent va abriter la vitrine culturelle, un équipement essentiel du Quartier des spectacles où seront écoulés les renseignements et les billets, la Société de musique contemporaine et une nouvelle antenne de l'excellente librairie Olivieri. Les négociations se poursuivent pour y intégrer la radio CIBL et des organismes des arts visuels.

«On avait promis 75 % de vocation culturelle pour nos espaces et nous atteindrons vraisemblablement le palier des 90 %», dit fièrement Christian Yaccarini, président-directeur général de la SDA, maître d'œuvre du 2.22, qui annonce aussi une terrasse et un toit végétalisé.

Pour figoler tout ça, Paul Andreu travaille avec ses collègues québécois Guy Favreau, de la firme Aedifica, et Gilles Huot, de chez GHA Atelier d'architecture. «On bosse en liberté et en fraternité», dit l'architecte français. Il n'y a pas de petites mains et tout le monde crée. C'est très stimulant de travailler avec des gens qui ont le désir de réaliser quelque chose de bien.»

M. Andreu n'était pas revenu à Montréal depuis l'Expo. Un autre temps, un autre siècle, une autre époque où Montréal rêvait en grand et attirait des grosses signatures, comme Leoh Ming Pei et Mies van der Rohe. La disette des architectes étrangers durait depuis l'échec du stade olympique.

Il y a maintenant de quoi faire, pour eux comme pour les stars locales de l'aménagement. Les chantiers se multiplient autour de la Place des Arts et du Vieux-Montréal, mais la ville dynamique des années 1960-70 expose toujours d'innombrables plaies urbaines.

Christian Yaccarini raconte qu'après avoir commencé à plancher sur le 2.22, il a reçu une lettre de trois pages du ministère de la Culture l'enjoignant de respecter «la zone protégée du Monument-National», boulevard Saint-Laurent. «J'ai pris la sous-ministre par

l'oreille (c'est une image) et je lui ai fait visiter cette zone protégée», dit-il. Qu'est-ce que le ministère a protégé?, a-t-il demandé. Les terrains vagues suivent les immeubles placardés et les façades qui menacent de s'écrouler.

Paul Andreu relativise ce laisser-aller. «C'est un quartier très dégradé, bien sûr, dit l'architecte, rencontré au café du TNM. C'est un phénomène très américain, ça, et j'ai vu bien, bien pire aux États-Unis. [...] J'interviens dans une portion de ville qui est beaucoup dévalorisée mais qui a une histoire assez forte, avec des éléments encore forts tout autour. C'est un lieu à réinventer et qui en vaut la peine.»

En même temps, il demande de «ne pas trop accabler Montréal» puisqu'il y trouve «dans pas mal d'endroits, malgré l'absence d'architecture ostentatoire, une atmosphère très agréable et assez urbaine». Il rappelle aussi que les villes vivent par cycles, avec des moments d'ébullition créatrice suivis de périodes de dormance. «Même Paris a des moments de sommeil. Je sens que Montréal est peut-être mûre pour s'activer à nouveau avec une certaine ambition.»

Les plans se filignent pour un édifice sans aucune contrainte d'insertion puisque le terrain à bâtir est complètement vierge. La proposition finale sera déposée en début d'année et l'architecte-concepteur ne veut évidemment pas en dire trop, ni même juste un peu à ce sujet.

Chose certaine, l'artiste Jana Sterback réalisera une œuvre intégrée à l'architecture.

M. Andreu passe trois jours aux trois semaines de ce côté-ci de l'Atlantique Nord pour produire en charrette. «Ça ne se passe jamais facilement parce que l'architecture, ce n'est jamais simple, dit M. Andreu. Je ne cherche d'ailleurs pas à être d'accord sur tout. Il faut qu'on se frotte. Moi, je me considère ici comme un invité et surtout pas comme un donneur de leçon. Il y a d'excellents architectes ici. En plus, j'apporte le regard frais d'un étranger aux querelles locales. La pollinisation croisée, c'est quand même la meilleure manière de féconder. Ça fait du bien aux plantes et aux architectes.»

La star de l'architecture et le président Yaccarini ont commencé à se tutoyer quelques semaines après le fameux courriel surchargé de ténacité. Le chantier du 2.22 démarrera en mai prochain, avec une ouverture prévue un an plus tard. Et après? Paul Andreu, starchitecte, reviendra-t-il travailler sur d'autres projets montréalais? «Il n'y a rien à dévoiler», répond l'énigmatique et audacieux Christian Yaccarini. «Mais je suis très fier pour Montréal que Paul Andreu travaille ici. Je suis fier et content.»

Le Devoir



Paul Andreu

## LE DEVOIR MD

www.ledevoir.com  
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

**La rédaction**  
Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3390  
Par courrier redaction@ledevoir.com

**La publicité**  
Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

**Les avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

**Les petites annonces et la publicité par regroupement**  
Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

**Les abonnements**  
Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

**L'agenda culturel**  
Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Le Devoir Inc. est propriétaire de la marque déposée Le Devoir, enregistrée auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 900, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Logos Presse-Canada/est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, une division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé en publication — Registre/est. n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Faculté de l'éducation permanente  
La faculté d'évoluer

Travail + études = [www.fep.umontreal.ca](http://www.fep.umontreal.ca)

COMMUNICATION | GESTION | INTERVENTION | SANTÉ | INFORMATIQUE | ÉTUDES INDIVIDUALISÉES

Certificats | Offerts le soir et le week-end  
Hiver 2009

514 343.6090 + 1 800 363.8876

Université  
de Montréal